



ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 2024-  
du

155

01 AOUT 2024

imposant des prescriptions complémentaires à la société compagnie mosellane de stockage pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Metz

Le Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1 du livre V ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-DLP/BUPE-162 du 22 mai 2014 imposant à la société compagnie mosellane de stockage des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations à Metz ;

**Vu** la demande du 23 octobre 2023 formulée par l'exploitant, complétée par courrier du 28 mars 2024 ;

**Vu** le porter à connaissance du 27 mars 2024 n°FIUS24302/NT/24-00272 ;

**Vu** le rapport du 15 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est chargée de l'inspection de l'environnement (installations classées) ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 25 juillet 2024 par courriel à la connaissance de la compagnie mosellane de stockage pour observations éventuelles ;

**Vu** l'absence d'observations de la compagnie mosellane de stockage formulées par courriel du 26 juillet 2024 ;

**Considérant** les caractéristiques du projet qui consiste, au niveau du bâtiment existant de 2 300 m<sup>2</sup> situé au sud du site, à plus de 150 m des silos de stockage des céréales, à :

- stocker des engrais à base d'azote (urée) et du sulfate d'ammonium, produits non classés au titre des ICPE et non concernés par la rubrique 4702, et 6 tonnes d'inhibiteur d'uréase (produit classé au titre de la rubrique 4510, seuil de déclaration contrôlée (DC) à 20 t) ;
- créer une installation d'enrobage d'urée solide ;

**Considérant** la localisation du projet :

- au sein du site déjà autorisé situé dans une zone anthropisée sur la commune de Metz, sans impact paysager notable ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, floristique et faunistique ;

**Considérant** les caractéristiques des impacts du projet et les mesures d'évitement et de réduction de ces impacts sur le milieu et la santé publique :

- l'activité projetée ne génère pas de nuisances sonores supérieures à celles générées par l'activité existante ;
- elle ne crée pas de rejets atmosphériques supplémentaires ;
- elle ne crée pas de rejets d'eaux résiduaires ;
- elle n'est pas susceptible de générer un impact notable sur la faune, la flore et les milieux naturels ;
- elle génère des risques dont les effets restent à l'intérieur du site ;
- elle est compatible avec les règles d'urbanisme applicables ;
- elle ne présente pas d'enjeux en matière de risques naturels ;

**Considérant** que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs mentionnés aux articles L. 122-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** ainsi que les modifications apportées ne constituent pas une modification substantielle au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il apparaît nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation d'exploiter les installations ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1**

La société compagnie mosellane de stockage (CMS) (numéro SIREN : 372 801 266) dont le siège social est situé au 18 rue des Alliés à Metz est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté.

### **Article 2**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2014-DLP/BUPE-162 du 22 mai 2014 sont modifiées comme suit :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier l'atteinte des capacités de rétention prescrites et de l'étanchéité de la rétention créée.

L'exploitant réalise annuellement un contrôle d'étanchéité de la rétention et teste à cette même fréquence les éléments mobiles éventuellement nécessaires pour permettre d'assurer la rétention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection un registre et l'ensemble des éléments appropriés permettant de justifier de la mise en œuvre effective des opérations de maintenance préventive et curative effectuées.

#### **Article 5 : information des tiers**

- 1) Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Metz et peut y être consultée ;
- 2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ;  
Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire de Metz ;
- 3) L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Metz – autres publications (arrêtés préfectoraux).

#### **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement grand est chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Metz, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société compagnie mosellane de stockage.

A Metz, le

07 AOUT 2024

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Richard Smith

#### **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L 181-12 à L 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature des installations et volume d'activité	Régime *
2160-2a	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Silo 1 (vertical) : cellules n°1 à 30 et boisseaux B1 à B3 pour un volume total de 29146 m<sup>3</sup> et une tour de manutention de 22,9 m de haut.</p> <p>Silo 2 (vertical) : cellules n°31 à 46 + 6 cellules utilisées pour le chargement des camions (47 à 50, B4 et B5) pour un volume total de 21 599 m<sup>3</sup> et une tour de manutention de 26,9 m de haut.</p> <p>Silo 3 (vertical) : cellules n°51 à 53 pour un volume total de 6 000 m<sup>3</sup></p> <p>Case déchets de céréales : 100 m<sup>3</sup></p> <p>Boisseaux à issues : 20 m<sup>3</sup></p> <p>Soit un volume maximal total de 56 865 m<sup>3</sup>.</p>	A
2713-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m<sup>2</sup></p>	<p>Surface maximale de l'aire de transit : 980 m<sup>2</sup></p>	D

\*A : autorisation - D : déclaration

Les silos sont uniquement autorisés pour le stockage de céréales en grains (sauf tournesols et féveroles) répondant aux caractéristiques suivantes : Kst < 150 bar.m.s<sup>-1</sup> et Pmax < 10 bar.

### Article 3

L'exploitant est autorisé à stocker au sein du bâtiment existant dénommé « magasin engrais » situé au sud du site, à l'écart des silos 1, 2 et 3 dédiés au stockage de céréales, les matériaux suivants :

- urée en vrac,
- urée enrobée et sulfate d'ammonium en big-bags,
- inhibiteur d'uréase en conteneur mobile et sur rétention.

Le stockage simultané sur le site de ferrailles et d'urée est interdit.

### Article 4 : rétention des eaux d'extinction incendie au niveau du magasin engrais

Avant le début de l'activité de stockage d'urée sur le site, l'exploitant crée une rétention des eaux d'extinction d'incendie étanche d'un volume minimum de 35 m<sup>3</sup> de rétention. Cette rétention peut être obtenue en créant un seuil bétonné en entrée de case.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux. »

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

